

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2003 — 1787

[C — 2003/00318]

7 AVRIL 2003. — Arrêté royal
réglant certaines méthodes de gardiennage

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage, notamment l'article 8, §§ 4 et 5, modifié par les lois du 18 juillet 1997, 9 juin 1999 et 10 juin 2001;

Vu l'avis 34.135/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 février 2003;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le cadre de l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage;

2° central d'appel : point de contact central avec lequel les agents de gardiennage peuvent communiquer en permanence durant leurs activités;

3° gardiennage mobile : activité de gardiennage, telle que visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi, au cours de laquelle l'agent de gardiennage se déplace sur la voie publique d'un bien à un autre bien pour en exercer la surveillance, en ce compris l'intervention après alarme;

4° gardiennage statique : activité de gardiennage, telle que visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi, au cours de laquelle l'agent de gardiennage ne se déplace pas sur la voie publique pendant ses activités;

5° inspection de magasin : activité de gardiennage, telle que visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5°, de la loi, au cours de laquelle l'agent de gardiennage exerce un contrôle du comportement de clients en vue de prévenir ou constater les vols;

6° alarme suite à une chute : un système qui génère automatiquement un signal d'alarme auprès de la centrale d'appel lorsque le porteur du système reste couché plus de 30 secondes;

7° alarme silencieuse : un système d'alarme qui, lors de la pression d'un bouton de commande, génère un signal d'alarme exclusivement auprès du central d'appel afin de ne pas inquiéter l'assistance;

8° système de localisation : système qui permet au central d'appel de déterminer l'emplacement d'un véhicule ou d'une personne;

9° tiers : personnes autres que le ou les agents de gardiennage qui effectuent des missions de gardiennage;

10° marquage du véhicule : un marquage, tel que défini en annexe au présent arrêté, qui permet une identification rapide par les services de police.

Art. 2. Le central d'appel traite immédiatement les appels des agents de gardiennage et assure au minimum les fonctions suivantes :

1° la réception des appels émanant des agents de gardiennage, leur offrir aide et assistance;

2° la diffusion directe d'instructions aux agents de gardiennage;

3° la diffusion d'informations, en appui d'intervention, vers les services de police et de secours;

4° la remise de rapports au personnel dirigeant de l'entreprise dont dépend l'agent de gardiennage.

La permanence dans le central d'appel est assurée par au moins deux opérateurs, ayant la qualité de membres du personnel, tel que visé à l'article 5 ou 6 de la loi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2003 — 1787

[C — 2003/00318]

7 APRIL 2003. — Koninklijk besluit
tot regeling van bepaalde methodes van bewaking

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, inzonderheid op artikel 8, §§ 4 en 5, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997, 9 juni 1999 en 10 juni 2001;

Gelet op advies 34.135/2 van de Raad van State, gegeven op 3 februari 2003;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het kader van de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten;

2° oproepcentrale : centraal aanspreekpunt, waarmee bewakingsagenten tijdens het uitvoeren van hun activiteiten permanent kunnen communiceren;

3° mobiele bewaking : bewakingsactiviteit zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet, waarbij de bewakingsagent zich op de openbare weg verplaatst van goed naar goed om er toezicht uit te oefenen, met inbegrip van interventie na alarm;

4° statische bewaking : bewakingsactiviteit zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van de wet, waarbij de bewakingsagent zich tijdens zijn werkzaamheden niet verplaatst op de openbare weg;

5° winkelinspectie : bewakingsactiviteit zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 5°, van de wet, waarbij de bewakingsagent controle uitoefent op het gedrag van klanten teneinde diefstallen te voorkomen of vast te stellen;

6° omvalalarm : een systeem dat bij de oproepcentrale automatisch een alarmsignaal genereert wanneer de drager van het systeem langer dan 30 seconden horizontaal ligt;

7° stil alarm : een systeem dat, teneinde omstanders niet te verontnemen, bij het indrukken van een bedieningsknop, uitsluitend bij de oproepcentrale een alarmsignaal genereert;

8° lokalisatiesysteem : systeem dat de oproepcentrale in staat stelt de plaats te bepalen van een voertuig of van een persoon;

9° derden : andere personen dan de bewakingsagent(en) die bewakingstaken uitoefenen;

10° voertuigkenteken : een kenteken, bepaald in bijlage van dit besluit, dat een snelle identificatie door de politiediensten mogelijk maakt.

Art. 2. De oproepcentrale behandelt onmiddellijk de oproepen van bewakingsagenten en verzekert minstens volgende functies :

1° ontvangen van oproepen van de bewakingsagenten, hen hulp en bijstand bieden;

2° rechtstreeks verstrekken van onderrichtingen aan de bewakingsagenten;

3° verstrekken van interventieondersteunende informatie aan politien hulpdiensten;

4° rapporteren aan het leidinggevend personeel van de onderneming waartoe de bewakingsagent behoort.

De permanentie in de oproepcentrale wordt minstens door twee operatoren, met de hoedanigheid van personeelsleden zoals bedoeld in artikel 5 of 6 van de wet, verzekerd.

Art. 3. A l'exception des personnes qui effectuent des tâches de dirigeant au sens de l'article 5 de la loi, les agents de gardiennage suivants ont en permanence, durant l'exercice de leurs occupations, une possibilité de communication avec un central d'appel ou avec un responsable d'un service interne de gardiennage :

1° ceux qui exercent des activités de gardiennage mobile;

2° ceux qui exercent des activités de gardiennage statique dans des lieux où aucun autre agent de gardiennage ou tiers ne sont sensés être présents;

3° ceux qui exercent des activités d'inspection de magasin.

Art. 4. Le gardiennage mobile est accompli :

a) soit par au moins deux agents de gardiennage équipés d'un système de communication avec le central d'appel;

b) soit par un seul agent de gardiennage équipé d'un système de communication avec le central d'appel, d'une alarme suite à une chute, d'une alarme silencieuse et d'un système de localisation;

c) soit par un seul agent de gardiennage qui assure en même temps une fonction de dirigeant au sens de l'article 5 de la loi.

Art. 5. Les véhicules pour le gardiennage mobile sont au moins équipés :

a) d'un marquage de véhicule à l'arrière du véhicule;

b) d'un phare de recherche.

Le marquage du véhicule est délivré à l'entreprise de gardiennage ou au service interne de gardiennage, qui utilise le véhicule, par la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur.

Le marquage du véhicule doit être immédiatement enlevé et détruit dès l'instant où le véhicule n'est plus utilisé pour des tâches de gardiennage mobile ou dès l'instant où l'entreprise de gardiennage ou le service interne de gardiennage auquel le marquage fut délivré ne dispose plus du véhicule.

Art. 6. Avant de pénétrer dans un bien immobilier, les agents de gardiennage, qui exercent des activités de gardiennage mobile, en contrôlent l'extérieur. En cas de découverte d'éléments suspects, ils mettent immédiatement fin à leur contrôle et en avertissent le central d'appel qui, à son tour, prévient la police; les agents de gardiennage attendent dans le véhicule et activent le phare de recherche en attendant l'arrivée de la police sur les lieux; au nom de l'occupant ils accordent à la police l'accès au bien immobilier; ils ne pénètrent dans l'immeuble que précédés de la police.

Art. 7. § 1^{er}. L'agent de gardiennage qui exerce des activités d'inspection de magasin, suit la procédure suivante dans le cadre de l'exercice de ses activités :

a) L'agent de gardiennage ne peut s'adresser à un client soupçonné de vol dans le magasin :

— qu'à la condition qu'il porte la carte d'identification ou un insigne d'identification, visé à l'article, 8, § 3, alinéa 4, de la loi, clairement visible;

— qu'après qu'il ait été constaté que le client a commis un délit dans le magasin;

— qu'après que le client se trouve au-delà du lieu usuel de paiement et soit sur le point de quitter le magasin;

b) Immédiatement après s'être adressé au client, l'agent de gardiennage informe celui-ci qu'il a le droit d'exiger, d'une part, la présence d'un témoin et d'autre part, que le lieu dans lequel il sera constaté que certains biens n'ont pas été payés, dans lequel un accord de paiement de ces biens sera conclu ou dans lequel il sera retenu en attendant l'arrivée de la police, sera un local situé hors de la vue du public.

c) Pour autant que l'agent de gardiennage ait constaté lui-même qu'un client du magasin a commis une infraction, il peut retenir celui-ci et ce, exclusivement aux conditions énoncées à l'article 1^{er}, 3°, de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive.

d) L'agent de gardiennage peut demander au client du magasin de lui remettre de son plein gré les biens non payés; il ne peut toutefois procéder à un contrôle complémentaire des biens que le client de magasin porte sur lui.

Art. 3. Met uitzondering van personen die leidinggevende taken uitoefenen in de zin van artikel 5 van de wet, hebben volgende bewakingsagenten tijdens de uitvoering van hun werkzaamheden te allen tijde een communicatiemogelijkheid met een oproepcentrale of met een verantwoordelijke van een interne bewakingsdienst :

1° zij die mobiele bewakingsactiviteiten uitvoeren;

2° zij die statische bewakingsactiviteiten uitvoeren op plaatsen waar er geen andere bewakingsagenten of derden geacht worden aanwezig te zijn;

3° zij die activiteiten uitvoeren van winkelinspectie.

Art. 4. Mobiele bewaking gebeurt :

a) ofwel door ten minste twee bewakingsagenten, uitgerust met een communicatiesysteem met de oproepcentrale;

b) ofwel door één bewakingsagent, uitgerust met een communicatiesysteem met de oproepcentrale, een omvalalarm, een stil alarm en een lokalisatiesysteem;

c) ofwel door één bewakingsagent die tegelijkertijd een leidinggevende functie uitoefent in de zin van artikel 5 van de wet.

Art. 5. De voertuigen voor mobiele bewaking zijn minstens uitgerust met :

a) een voertuigkenteken op de achterzijde van het voertuig;

b) een zoeklicht.

Het voertuigkenteken wordt aan de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst, die het voertuig in gebruik heeft, afgegeven door de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

Het voertuigkenteken moet onmiddellijk verwijderd en vernietigd worden vanaf het ogenblik dat een voertuig niet langer voor taken van mobiele bewaking wordt gebruikt of vanaf het ogenblik dat de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst aan wie het voertuigkenteken werd afgegeven, het voertuig niet langer in gebruik heeft.

Art. 6. Alvorens een onroerend goed te betreden controleren de bewakingsagenten die activiteiten van mobiele bewaking uitvoeren, de buitenzijde ervan. Bij het aantreffen van verdachte elementen, beëindigen ze onmiddellijk hun controle en verwittigen ze de oproepcentrale die op haar beurt de politie verwittigt; de bewakingsagenten wachten in het voertuig en zetten het zoeklicht aan in afwachting dat de politie ter plaatse komt; ze verlenen in naam van de gebruiker de politie toegang tot het onroerend goed; ze betreden het onroerend goed slechts voorafgegaan door de politie.

Art. 7. § 1. De bewakingsagent die activiteiten van winkelinspectie uitoefent, volgt bij het uitoefenen van zijn activiteiten volgende procedure :

a) De bewakingsagent kan een winkelklant, verdacht van diefstal, slechts aanspreken :

— op voorwaarde dat de bewakingsagent duidelijk zichtbaar drager is van de identificatiekaart of een herkenningsteken, zoals bedoeld in artikel 8, § 3, vierde lid, van de wet;

— nadat er is vastgesteld dat de winkelklant een misdrijf heeft gepleegd;

— nadat de winkelklant zich voorbij de plaats van gebruikelijke betaling bevindt en op het punt staat de winkel te verlaten.

b) De bewakingsagent deelt, onmiddellijk nadat hij hem heeft aangesproken, aan de klant mee dat hij het recht heeft om, enerzijds, de aanwezigheid van een getuige te eisen en, anderzijds, te eisen dat de plaats waar zal worden vastgesteld dat bepaalde goederen niet betaald zijn, waar een overeenkomst tot betaling van deze goederen zal worden afgesloten of waar een verdachte in afwachting van de komst van de politie zal worden opgehouden, een lokaal is, buiten het zicht van het publiek.

c) Voorzover de bewakingsagent zelf heeft vastgesteld dat een winkelklant een misdrijf pleegde, kan hij hem staande houden, uitsluitend onder de voorwaarden bepaald in artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 op de voorlopige hechtenis.

d) De bewakingsagent kan de winkelklant vragen hem vrijwillig de niet-betaalde goederen te overhandigen : hij kan echter niet overgaan tot een verdere controle van de goederen die de winkelklant bij zich draagt.

§ 2. L'agent de gardiennage, qui exerce des activités d'inspecteur de magasin inscrit sur tous les rapports qu'il rédige le nom de l'entreprise de gardiennage ou du service interne de gardiennage pour le(a)quel(le) il travaille ainsi que le numéro de sa carte d'identification.

Art. 8. L'utilisation d'un chien est soumise à une permission préalable du Ministre de l'Intérieur en cas :

- a) de première utilisation d'un chien par l'entreprise de gardiennage;
- b) d'utilisation d'un chien dans des lieux fermés, qui sont accessibles au public;
- c) d'activité, telle que visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi.

Art. 9. Seuls les chiens de berger peuvent être utilisés dans le cadre d'activités de gardiennage.

Art. 10. Préalablement à son utilisation dans le cadre d'activités de gardiennage, chaque chien est soumis à un test d'anti-agressivité.

Le chien qui n'y satisfait pas ne peut plus jamais être utilisé pour l'exécution d'activités de gardiennage.

Le Ministre de l'Intérieur peut, pour des raisons d'ordre public, soumettre un chien ayant réussi un test d'anti-agressivité, à un nouveau test d'anti-agressivité et interdire son utilisation dans l'attente des résultats du test.

Art. 11. Un agent de gardiennage peut exercer des activités de gardiennage avec un chien uniquement si:

- a) le chien qu'il mène a satisfait au test d'anti-agressivité tel que visé à l'article 10;
- b) le chien avec lequel l'agent de gardiennage exerce des missions de gardiennage dans des lieux où sont supposés se trouver des tiers a subi avec succès sous sa conduite, un test de sociabilité et d'obéissance.

Art. 12. Le Ministre de l'Intérieur désigne les centres de tests où les tests d'anti-agressivité, de sociabilité et d'obéissance sont effectués. Il peut définir et spécifier les conditions d'accès au test, le contenu et les procédures de tests.

L'agent de gardiennage qui réussit avec son chien un test de sociabilité et d'obéissance reçoit du centre de tests une carte de maître-chien. Il porte cette carte durant l'exécution de missions de gardiennage avec le chien. Cette carte reprend le nom de l'agent de gardiennage, le numéro de sa carte d'identification ainsi que le numéro d'enregistrement du chien.

L'agent de gardiennage qui n'a pas réussi avec son chien un test de sociabilité et d'obéissance peut encore subir ce test avec le même chien au maximum deux fois.

Art. 13. Durant l'exécution de missions de gardiennage où des tiers sont sensés être présents, le chien doit en permanence être tenu en laisse d'une longueur maximum de deux mètres et porter une muselière de façon à ce que le chien ne puisse mordre et que la muselière ne puisse servir d'arme.

Art. 14. En dérogation aux articles 9 et 11, des chiens autres que des chiens de berger peuvent être utilisés pour autant que ces chiens aient réussi le test d'anti-agressivité tel que visé à l'article 10 et soient exclusivement utilisés dans des lieux où des tiers ne sont pas supposés être présents.

Les chiens visés à l'alinéa 1^{er} ne peuvent plus être utilisés pour des missions de gardiennage après le 1^{er} janvier 2008.

Art. 15. Le port de lampes dont la longueur est supérieure à 30 cm est interdit.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur dix jours après sa parution au *Moniteur belge*, à l'exception :

- de l'article 15 qui entre en vigueur deux mois après la publication au *Moniteur belge*;
- des articles 3, 4, 5 et 9 qui entrent en vigueur six mois après la publication au *Moniteur belge*;
- des articles 10 et 11 et la condition concernant le test d'anti-agressivité tel que visée à l'article 14, alinéa 1^{er}, qui entre en vigueur 12 mois après la première désignation d'un centre de tests tel que visé à l'article 12 du présent arrêté.

§ 2. De bewakingsagent die activiteiten van winkelinspectie uitoefent, brengt op alle rapporten die hij opstelt de naam aan van de bewakingsonderneming of de interne bewakingsdienst waarvoor hij werkt en het nummer van zijn identificatiekaart.

Art. 8. Het gebruik van een hond is onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de Minister van Binnenlandse Zaken in het geval van :

- a) het eerste gebruik van een hond door de bewakingsonderneming;
- b) het gebruik van een hond in gesloten plaatsen, die publiek toegankelijk zijn;
- c) voor activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, van de wet.

Art. 9. Enkel herdershonden kunnen worden gebruikt in het kader van bewakingsactiviteiten.

Art. 10. Voorafgaand aan zijn gebruik in het kader van bewakingsactiviteiten, wordt elke hond aan een anti-agressietest onderworpen.

De hond die niet voldoet, kan nooit meer gebruikt worden bij het uitoefenen van bewakingsactiviteiten.

De Minister van Binnenlandse Zaken kan, om redenen van openbare orde, een hond die geslaagd is in een anti-agressietest, aan een nieuwe anti-agressietest onderwerpen en het gebruik ervan verbieden, in afwachting van de testresultaten.

Art. 11. Een bewakingsagent mag slechts bewakingsactiviteiten met een hond uitoefenen, indien :

- a) de hond die hij geleidt, geslaagd is in een anti-agressietest zoals bedoeld in artikel 10;
- b) de hond waarmee de bewakingsagent op plaatsen waar derden geacht worden aanwezig te zijn, bewakingstaken uitvoert, onder zijn geleiding met succes een sociabiliteits- en gehoorzaamheidstest heeft ondergaan.

Art. 12. De Minister van Binnenlandse Zaken wijst de testcentra aan waar de anti-agressietest en de sociabiliteits- en gehoorzaamheidstest worden uitgevoerd. Hij kan de de toegangsvoorwaarden tot de test, de testinhoud en de testprocedures bepalen en specificeren.

De bewakingsagent die met een hond slaagt in een sociabiliteits- en gehoorzaamheidstest, ontvangt van het testcentrum een kaart voor hondengeleider. Hij draagt deze kaart gedurende de uitoefening van bewakingstaken met de hond bij zich. Deze kaart bevat de naam van de bewakingsagent, het nummer van zijn identificatiekaart en het registratienummer van de hond.

De bewakingsagent die met een hond niet slaagt in de sociabiliteits- en gehoorzaamheidstest kan deze test met dezelfde hond nog maximaal tweemaal ondergaan.

Art. 13. De hond is tijdens de uitoefening van bewakingstaken op plaatsen waar derden geacht worden aanwezig te zijn, te allen tijde aan een leiband met een maximumlengte van twee meter en gemuilkorfd op een wijze dat de hond niet kan bijten en de muilkorf niet als wapen kan worden gebruikt.

Art. 14. Andere dan herdershonden kunnen in afwijking van de artikelen 9 en 11, worden ingezet voorzover deze honden slaagden in een anti-agressietest zoals bedoeld in artikel 10 en uitsluitend worden gebruikt in plaatsen waar derden niet geacht worden aanwezig te zijn.

De honden bedoeld in het eerste lid mogen niet langer voor bewakingstaken worden ingezet na 1 januari 2008.

Art. 15. Het dragen van lampen waarvan de lengte meer dan 30 cm bedraagt, is verboden.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking tien dagen nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

- artikel 15 dat in werking treedt twee maanden na de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*;
- de artikelen 3, 4, 5 en 9 die in werking treden zes maanden na de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*;
- de artikelen 10 en 11 en de vereiste die betrekking heeft op de anti-agressietest bedoeld in artikel 14, eerste lid, die in werking treden twaalf maanden na de eerste aanwijzing van een testcentrum zoals bedoeld in artikel 12 van dit besluit.

Art. 17. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Annexe

Art. 17. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

Bijlage

VIGILIS

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 7 avril 2003 réglant les méthodes de surveillance et de protection de biens mobiliers ou immobiliers et de surveillance et contrôle de personnes en vue d'assurer la sécurité dans les lieux accessibles au public.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 7 april 2003 tot regeling van de methodes van toezicht op en bescherming van roerende en onroerende goederen en van toezicht op en controle van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid op voor publiek toegankelijke plaatsen.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE
